

TableRonde II

Lesgrands projetsd 'investissementsdans le bassinm éditerranéen

Marseille les 12 – 13 Novembre 21012

- le Maroc a lancé de grands chantiers structurants :
 - Energies renouvelables 2000 MW en énergie solaire, 2000MW énergie éolienne
 - Infrastructures portuaires, routières, plusieurs aéroports inscrits dans des contrats programmes à moyen terme
 - équipements sociaux : hôpitaux, universités pour une importante population jeune, un vrai potentiel de développement,
 - une politique ambitieuse de logement économique pour suivre l'urbanisation massive ...,
 - une commande publique gigantesque: des besoins en investissements de plusieurs centaines de milliards de dirhams ;
 - Les marchés publics constituent plus de 18% du PIB

❑ Le Maroc, comme les autres pays du Maghreb , développe une coopération Sud/Sud avec les pays africains, par l'investissement, le transfert des connaissances et la coopération en matière de formation.

- Les besoins de l'Afrique sont gigantesques pour réaliser ces projets qui sont estimés à plusieurs billions de dollars.

- Ni les banques privées, ni les budgets de l'Etat (grevé par la dette publique et le budget de fonctionnement) ne sauront couvrir ces investissements et les industriels locaux ne sauraient répondre à eux seuls à cette Méga demande.

- La pléthore des projets poserait un problème de délais mise en œuvre alors que les besoins sont pressants

La coopération Nord/Sud reste incontournable pour la réalisation industrielle des projets mais aussi pour l'investissement.

La conjoncture économique et financière plaide encore plus en faveur de cette coopération :

- ✓ L'Afrique en général et les pays du sud de la méditerranée connaissent une croissance annuelle entre 4 et 6 %.
- ✓ Certains pays européens voient leur croissance stagner, voire connaissent une récession.
- ✓ Les industriels européens ont accumulé un savoir-faire, ont besoin de travailler pour créer de la richesse et des emplois.
- ✓ Une complémentarité s'impose ici.

❑ La démarche qui semble la mieux adaptée réside dans le développement des Partenariat Public Privé .

Or, sont-ils assez attractifs, sont ils compatibles avec les réglementations nationales, la longue durée des contrats PPP pose-t-elle un problème d'incompatibilité avec les durée de maturité des financements ?

Les PPP ne sont pas méconnus de nos Pays : au Maroc la gestion déléguée et les régimes concessifs y sont pratiqués depuis le début du siècle dernier.

Au Maroc, une loi est en cours d'adoption pour moderniser les PPP et permettre plus de flexibilité pour favoriser des financements innovants.

❑ Pour améliorer l'attractivité des projets en PPP des aménagements des modes existants est nécessaire:

❑ revoir les modèles de PPP développés par les pays européens en tirant les enseignements des limites et des perfectionnement possibles, qu'ils soient anglo-saxons ou latins

❑ une plus grande implication des partenaires financiers du développement : les banques BM, BAD, BERD etc.. et des agences de développement etc.. pour appuyer et soutenir ces projets(notamment des financements Privés et publics)

❑ l'appel à des industriels de la rive Nord pour intervenir dans des projets du Sud devra être pensé dans le cadre d'une chaîne de valeurs où :

❖ le transfert de connaissances vers le tissu industriel local soit assuré ;

❖ le parrainage et l'accompagnement des PME locales, créatrices de richesses et d'emplois dans nos pays soient garantis ;

❖ la vision RSE , le respect de l'environnement et le développement des compétences locales soient obligatoires ;

❖ une gestion du changement prenant en considération les attentes des populations locales dans le domaine social et culturel au même titre que les préoccupations d'ordre économique soit incontournable ;

Ce qui nous amène à proposer à la réflexion, les pistes suivantes :

- une harmonisation régionale des PPP en termes des règles, de modèles et de procédures, de garanties, par exemple en matière de cession de la créance
- la création d'un observatoire des PPP en région de la méditerranée
- un large programme de sensibilisation et de formation en PPP et la création d'un institut méditerranéen des PPP sous l'égide de l'UPM
- Enfin, une véritable décentralisation dans nos Pays et une responsabilisation des régions dans la prise en charge des grands projets sera un atout pour relancer la croissance et assurer le développement dans le bassin méditerranéen.